

DOCUMENT D'INFORMATION SUR

LE CAMEROUN

Avril 2007

Direction des recherches
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Avertissement

Les renseignements contenus dans le présent document d'information ont été tirés de sources accessibles au public auxquelles a accès la Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Le présent document d'information n'est pas, et ne prétend pas être, ni exhaustif en ce qui touche les conditions dans le pays passé en revue, ni concluant en ce qui touche le bien-fondé d'une demande d'asile particulière.

TABLE DES MATIÈRES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

2. CONTEXTE POLITIQUE

3. PARTIS POLITIQUES

4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

NOTES DE FIN DE DOCUMENT

RÉFÉRENCES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom officiel

République du Cameroun.

Géographie

Le Cameroun se trouve sur la côte ouest de l'Afrique; on l'appelle parfois la « charnière » de l'Afrique. Ses frontières sont le Nigeria à l'ouest; le Tchad et la République centrafricaine à l'est; la République centrafricaine, la République du Congo et le Gabon au sud. La superficie totale du Cameroun est de 475 440 km². Le climat est tropical sur la côte et subdésertique et chaud au nord.

Population et densité

Population : 17 340 702 (estimation de juillet 2006)

Densité : 33,7 personnes au km² (2004)

Principales villes et population

(Recensement de 1987, sauf indication contraire)

Yaoundé (capitale) 649 000; Douala 1 858 000 (estimation de juillet 2003);

Garoua 142 000; Maroua 123 000; Bafoussam 113 000; Bamenda 110 000.

Langues

Le français et l'anglais sont les langues officielles. On y parle 24 langues africaines, notamment le fang, le bamiléké et le douala.

Religions

Christianisme 53 %; croyances religieuses traditionnelles 25 %; Islam 22 % pratiqué surtout dans le Nord.

Groupes ethniques

Ethnies des hauts plateaux 31 %, Bantous équatoriaux 19 %, Kirdis 11 %, Foulanis 10 %, Bantous du nord-ouest 8 %, Nigritiques de l'est 7 %, autres ethnies africaines 13 %, ethnies non africaines moins de 1 %.

Démographie

Taux de croissance démographique : 2,04 %

Taux de mortalité infantile : 63,52/1 000

Espérance de vie à la naissance : 48 ans

Taux de fécondité : 4,6 enfants nés par femme

Taux d'alphabétisation : 79 % des personnes de plus de 15 ans savent lire et écrire.

Devise

Franc de la Communauté financière africaine (CFA)

430,66 CFA = 1,00 CAD¹

Fêtes nationales

2006 : 1^{er} janvier (jour de l'An), 10 janvier (fête du Mouton), 11 février (fête de la Jeunesse), 14 avril (Vendredi saint), 17 avril (lundi de Pâques), 1^{er} mai (fête du Travail), 20 mai (Fête nationale), 25 mai (Ascension), 15 août (Assomption), 23 octobre (Djoulde Soumae, fin du ramadan), 25 décembre (Noël), 31 décembre (fête du Mouton).

2007 : 1^{er} janvier (Jour de l'An), 11 février (fête de la Jeunesse), 6 avril (Vendredi saint), 9 avril (lundi de Pâques), 1^{er} mai (fête du Travail), 17 mai (Ascension), 20 mai (Fête nationale), 15 août (Assomption), 13 octobre (Djoulde Soumae, fin Du Ramadan), 20 décembre (fête du Mouton), 25 décembre (Noël).

Chef de l'État et du gouvernement

Chef de l'État : président Paul Biya (depuis le 6 novembre 1982)

Chef du gouvernement : premier ministre Ephraïm Inoni (depuis le 8 décembre 2004)

Forme de gouvernement

Le Cameroun est une république présidentielle multipartite. Le premier ministre est nommé par le président. Le président nomme le cabinet sur les conseils du premier ministre et nomme aussi le gouverneur de chacune des dix provinces du Cameroun.

Structure législative

Le pouvoir exécutif se trouve entre les mains du président qui est élu pour un mandat de sept ans; il ne peut pas conserver ce poste plus de deux mandats. L'Assemblée nationale détient le pouvoir législatif et se compose de 180 membres élus pour des mandats de cinq ans. Une modification constitutionnelle datant de décembre 1995 a permis la création d'une chambre haute à fonction législative législative, le Sénat, qui n'est pas encore en fonction.

Divisions administratives

Le Cameroun compte dix provinces : Adamaoua, Centre, Est, Extrême-Nord, Littoral, Nord, Nord-Ouest, Ouest, Sud, Sud-Ouest. Chaque province, divisée en départements et en arrondissements, est dirigée par un gouverneur.

Système judiciaire

La Constitution du Cameroun garantit l'indépendance de la justice. La Cour suprême est le tribunal de dernière instance. Elle fait respecter la Constitution, décide de l'admissibilité des lois et étudie les plaintes administratives. Les juges de la Cour suprême sont nommés par le président. La Haute Cour de justice, les magistrats provinciaux et la cour d'appel forment le reste du système judiciaire. Les juges siégeant à la Haute Cour de justice sont élus par l'Assemblée nationale.

Élections

Les élections se font au suffrage universel et l'âge minimal pour voter est 20 ans. Les membres de l'Assemblée nationale sont élus pour un mandat de cinq ans, mandat que le président peut raccourcir ou rallonger. La dernière élection a eu lieu le 23 juin 2002.

Suffrages exprimés :

Rassemblement démocratique du peuple camerounais — RDPC : 133 sièges

Front social démocrate : 21 sièges

Union démocratique du Cameroun (UDC) : 5 sièges

Autres partis politiques : 21 sièges

Défense

Les forces armées du Cameroun comprennent l'armée de terre, la marine, l'infanterie navale et l'armée de l'air. En 2005, les effectifs des divisions des forces armées s'élevaient à 12 500 dans l'armée de terre, à 1 300 dans la marine et à 300 dans l'armée de l'air, soit au total 23 100 inscrits, si l'on inclut les 9 000 membres des forces paramilitaires.

Le service militaire est volontaire et l'âge minimum pour s'enrôler est de 18 ans. En 2005, le budget de la défense était de 160 000 000 000 CFA, soit environ 375 680 000 CAD². Le Cameroun et la France ont signé un accord bilatéral de défense.

Médias

La Constitution du Cameroun prévoit que la liberté d'expression, la liberté de communication et la liberté de presse « seront garanties dans les conditions fixées par la loi ». Cependant, la presse a déjà été censurée au Cameroun et une loi concernant la censure est en vigueur.

La principale agence de presse du Cameroun est CamNews. Les télécommunications sont régies par l'Agence de régulation des télécommunications. Les autres agences sont Cameroon Telecommunications (CAMTEL), Mobile Telephone Networks Cameroon (MTNC) et la Société camerounaise de mobiles. Le Cameroun dispose de neuf stations FM, deux stations AM et trois stations de radio à ondes courtes, ainsi que des stations de radio provinciales à Abong Mbang, Bafoussam, Bamenda, Ebolowa et Maroua. Il y a une chaîne de télévision, exploitée par l'Office de radiodiffusion-télévision camerounaise (CRTV).

The Cameroon Tribune est un quotidien gouvernemental publié en français (66 000 exemplaires) et en anglais (20 000 exemplaires). *The Cameroon Post* est un hebdomadaire de langue anglaise (50 000 exemplaires). Les journaux en français sont *La Gazette* (35 000 exemplaires), qui paraît deux fois par semaine, et le bimensuel *Le Messager* (34 000 exemplaires). Parmi les autres journaux, on trouve *Le Combattant*, *Cameroon Outlook*, *Politiks*, *Mutations*, *La Révélation* et *L'Action*.

En 2003, on comptait environ 580 000 téléviseurs au Cameroun. In 2004, il y avait 160 000 ordinateurs personnels pour 167 000 utilisateurs d'Internet.

Indice du développement humain (IDH) des Nations Unies et rang du paysⁱ

ⁱ L'IDH est une mesure composite du développement humain dans un pays, fondée sur l'espérance de vie, les niveaux d'alphabétisation et d'instruction de même que le niveau de vie. Les valeurs sont les suivantes : 0,800 et plus (développement humain élevé), 0,500-0,799 (développement humain moyen) et 0,500 et

Valeur : 0,506/1 (2004).
Rang : 144 sur 175 pays (2006).

Indicateur des disparités entre les sexes dans le développement humain (IDSDH) des Nations Unies et rang du paysⁱⁱ

Valeur : 0,497/1 (2004)
Rang : 109 sur 175 pays (2004)

Population sous le seuil de la pauvreté
40,2 % (1990-2003) (IDH des Nations Unies)

Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency Internationalⁱⁱⁱ

Note : 2,3/10
Rang : 138 sur 163 pays contrôlés.

Baromètre mondial de la corruption (BMC) de Transparency International^{iv}
Partis politiques 4,3; Parlement/pouvoir législatif 4,2; affaires/secteur privé 4,2; police 4,7; système judiciaire 4,4; médias 3,6; impôts 4,0; services médicaux 4,1; système éducatif 4,1; armée 4,3; services publics 3,2; services d'enregistrement et de délivrance d'autorisations 3,8; organisations non gouvernementales 3,1 et corps religieux 2,9.

[Information compilée à partir de : *The Europa World Year Book 2006 2006, 1022-1039; Political Handbook of the World (PHW 2007) oct. 2006, 197-204; Political Parties of the World 2005, 105-108; Transparency International 2005; Nations Unies 2005; États-Unis déc. 2006; *ibid.* oct. 2006]*

2. CONTEXTE POLITIQUE

Avant la Première Guerre mondiale, le Cameroun était un protectorat allemand; puis il a été divisé en territoires administrés par les Français et les Britanniques sous la tutelle des Nations Unies³. Le Cameroun administré par les Français est devenu une république indépendante le 1^{er} janvier 1960⁴. En 1961, une partie du Cameroun administré par les Britanniques a voté son rattachement au Nigeria; l'autre partie, aussi par vote, s'est jointe au Cameroun français⁵. Par la suite, le 1^{er} octobre 1961, le Cameroun est devenu une république fédérée⁶.

moins (indice de développement humain faible). Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction de leur valeur de l'IDH.

ⁱⁱ L'IDSDH redresse le classement de l'IDH pour tenir compte des inégalités entre les hommes et les femmes.

ⁱⁱⁱ L'IPC de Transparency International repose sur des données d'enquête composites provenant de 16 enquêtes par sondage et de 10 institutions indépendantes. Les données reflètent les perceptions des gens d'affaires résidents et non résidents et des analystes du pays. Les notes varient de 0 (très corrompu) à 10 (très intègre). En fonction de leur note, les pays sont classés par ordre du pays le moins corrompu (1) au pays le plus corrompu (163).

^{iv} Le BMC de Transparency International est un sondage d'opinion utilisé pour évaluer la perception de la population au regard de la corruption dans leur propre État.

Le premier président du Cameroun, Amadou Babatoura Ahidjo, est demeuré en poste pour cinq mandats successifs, jusqu'à ce qu'en 1982, il nomme le premier ministre, Paul Biya comme son successeur⁷. En 1983, M. Biya a démis le premier ministre de l'époque, Maigari Bello Bouba, en raison d'une tentative de coup d'État à laquelle le premier président de la République aurait été mêlé⁸. En 1985, le président Biya a survécu à une deuxième tentative de coup d'État⁹. En 1990, le gouvernement a violemment réagi à des manifestations en faveur de la démocratie, mais à la suite de pressions locales et internationales, le président Biya a accepté la mise en place d'un système multipartite¹⁰. Par conséquent, la plupart des partis politiques du Cameroun ont été reconnus officiellement en 1991¹¹. Plusieurs de ces partis ont boycotté les élections législatives de 1992, au cours desquelles la formation politique de Paul Biya, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), a remporté la majorité¹². Les élections présidentielles de 1992 qui l'ont reporté au pouvoir ont été dénoncées par les observateurs internationaux et ont été suivies de protestations et de l'état d'urgence imposé dans une région¹³. Le président Biya a été réélu en 1997 au cours d'élections boycottées parce que le gouvernement n'avait pas créé de commission électorale indépendante; ces élections ont aussi soulevé l'inquiétude des observateurs internationaux à cause [traduction] « des irrégularités flagrantes et [...] des manœuvres brutales d'intimidation »¹⁴. Le président Biya a été réélu en 2004¹⁵. En 1995, une modification de la constitution a fait passer la durée du mandat présidentiel à sept ans et le nombre maximum de mandats¹⁶ à deux. Cette modification a aussi permis la création d'une deuxième chambre législative, le Sénat; au début de 2006, cependant, cette chambre ne travaillait pas encore¹⁷.

3. PARTIS POLITIQUES

Partis au pouvoir et partis soutenant le gouvernement

Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) : Le RDPC, au pouvoir, a succédé à l'Union nationale camerounaise en 1966, à la suite de la fusion avec l'Union camerounaise et cinq autres partis politiques¹⁸. En 1990 le RDPC a adopté à l'Assemblée nationale¹⁹ une loi sur le pluralisme politique et a remporté les élections législatives qui ont suivi en 1992 et 2002²⁰. Le chef du RDPC est Paul Biya.²¹

Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP) : L'UNDP, qui a vu le jour en 1991, a été expressément créée pour les militants du premier président du Cameroun depuis l'indépendance, dont les partisans étaient principalement musulmans²². Au début, l'UNDP a boycotté les élections législatives de 1992, mais s'est ravisée et s'est présentée aux élections où elle a obtenu 68 sièges sur 180, seulement 20 de moins que le RDPC au pouvoir²³. Elle s'est ensuite jointe à une coalition avec le RDPC et d'autres partis²⁴. En 1997, l'UNDP a remporté 13 sièges à l'Assemblée nationale, mais a boycotté les élections présidentielles la même année²⁵. En 2002, le parti a remporté un seul siège aux élections législatives²⁶. Le chef de l'UNDP est le ministre Maigari Bello Bouba²⁷.

Union des populations du Cameroun (UPC) : L'UPC, fondée en 1948, est marxiste-léniniste. Ce parti a été déclaré hors-la-loi en 1955 pour avoir [traduction] « tenté de déclencher une révolution »²⁸. Son existence est redevenue légale en 1991²⁹. À l'occasion des élections législatives de 1992, le parti était dans l'opposition, mais il a cherché une plus grande collaboration avec le parti au pouvoir en 1996³⁰. Le parti est partagé en deux factions, chacune menée par un chef différent³¹. On surnomme ces factions l'UPC(N), pour ceux qui appuient le ministre Henri Hogbe Nlend, et l'UPC(K) pour ceux qui appuient le ministre Augustin Frederick Kodock³².

Partis de l'opposition

Front social démocrate (SDF) : Le SDF est membre de l'Internationale socialiste et il jouit du soutien des électeurs francophones et anglophones du Cameroun³³. En 1992 le SDF a réalisé une alliance avec 10 partis s'opposant à la coalition gouvernementale du RDPC³⁴. En 1997, le SDF a remporté 43 sièges à l'Assemblée nationale, mais il a boycotté les élections présidentielles de la même année³⁵. Aux élections législatives de 2002, le SDF a remporté 22 sièges³⁶. Le chef du SDF est John Fru Ndi³⁷.

Union démocratique du Cameroun (UDC) : L'UDC est un parti politique qui a été reconnu en 1991³⁸. En 1992, il a boycotté les élections à l'Assemblée nationale, aux côtés du SDF³⁹. Le parti a remporté cinq sièges aux élections législatives de 1997, mais a boycotté les élections présidentielles qui ont eu lieu la même année⁴⁰. Le chef de l'UDC est Adamou Ndam Njoya⁴¹.

Autres partis politiques

Action pour la méritocratie et l'égalité des chances (AMEC); Alliance des forces progressistes (AFP); Mouvement anglophone camerounais (Cameroon Anglophone Movement — CAM); Parti des démocrates progressistes camerounais (PDPC); Rassemblement démocratique du peuple sans frontière (RDPF); Démocratie intégrale du Cameroun (DIC); Alliance démocratique libérale (Liberal Democratic Alliance — LDA); Parti de la solidarité du peuple (PSP); Parti pour le développement populaire (Popular Development Party); Mouvement progressiste (MP); Mouvement social démocrate (Social Democratic Movement — SDM); Parti social démocrate camerounais (PSDC); Mouvement social pour la nouvelle démocratie (MSND); Programme social pour la liberté et la démocratie (PSLD); Conseil national du Cameroun méridional (Southern Cameroons National Council — SCNC); Union des forces démocratiques du Cameroun (UFDC); Union des forces du progrès (UFP)⁴²; Mouvement pour la libération de la jeunesse camerounaise (MLJC); Mouvement pour la libération et le développement du Cameroun (MLDC); Front des alliés pour le changement; Parti libéral démocrate (PLD); Mouvement pour la démocratie et le progrès (MDP); Parti des démocrates camerounais (PDC); Convention nationale de l'opposition camerounaise (CNOC); Parti national pour le progrès (PNP); Alliance pour la démocratie et le développement du Cameroun (ADDC); Parti pour la justice et la démocratie (Justice and Development Party — JDP); Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie (MANIDEM)⁴³.

Groupes régionaux

Le Conseil national du Cameroun méridional (Southern Cameroon National Council — SCNC) est un parti anglophone séparatiste établi dans l’ancien Cameroun britannique⁴⁴. L’Association des élites du Sud-Ouest (South West Elite Association — SWELA) aurait été reformée en 2000 avec le soutien présumé du gouvernement pour contrer le SCNC⁴⁵.

4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES

Front de la libération nationale du Cameroun (FLNC). Le chef du FLNC s’est enfui du Cameroun en 1984 après avoir été accusé de fomenter un coup d’État⁴⁶. En 1997, certaines sources ont indiqué que le FLNC s’était entendu avec des rebelles antigouvernementaux du Tchad pour coordonner leurs activités⁴⁷. Le chef du FLNC est Mbara Guerandi⁴⁸.

5. PERSPECTIVES D’AVENIR

Le président Biya a récemment été réélu, en 2004, pour un mandat de sept ans⁴⁹ qui se termine en 2011⁵⁰. Des élections législatives sont prévues en juin 2007⁵¹. Des élections municipales sont aussi prévues en 2007⁵². L’agitation sociale au Cameroun découle de la pauvreté et des failles existant dans les systèmes de santé et d’éducation⁵³. Selon la banque de données de l’Economist Intelligence Unit, la grogne sociale pourrait augmenter si les conditions socioéconomiques ne s’améliorent pas, maintenant que le Cameroun s’est acquitté des obligations imposées par le programme pour pays pauvres très endettés (PPTE) de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI)⁵⁴.

¹ Canada 10 janv. 2006.

² *Ibid.* 10 avr. 2007.

³ *Political Handbook of the World* (PHW 2007) oct. 2006, 197.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*, 198.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 105.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*, 106.

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

-
- ²⁸ *Political Handbook of the World* (PHW 2007) oct. 2006, 201; *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 106-107.
- ²⁹ *Ibid.*
- ³⁰ *Ibid.*
- ³¹ *Ibid.*
- ³² *Ibid.*
- ³³ *Ibid.*, 106.
- ³⁴ *Ibid.*
- ³⁵ *Ibid.*
- ³⁶ *Ibid.*
- ³⁷ *Ibid.*
- ³⁸ *Ibid.*, 105.
- ³⁹ *Ibid.*
- ⁴⁰ *Ibid.*
- ⁴¹ *Ibid.*
- ⁴² *Ibid.*, 107-108.
- ⁴³ *Political Handbook of the World* (PHW 2007) oct. 2006, 202-203.
- ⁴⁴ *Ibid.*, 203.
- ⁴⁵ *Ibid.*
- ⁴⁶ *Ibid.*, 202.
- ⁴⁷ *Ibid.*, 203.
- ⁴⁸ *Ibid.*
- ⁴⁹ *Ibid.*, 199.
- ⁵⁰ Economist Intelligence Unit (EIU). S.d.
- ⁵¹ International Foundation for Election Systems (IFES). S.d.
- ⁵² Economist Intelligence Unit (EIU). S.d.
- ⁵³ *Ibid.*
- ⁵⁴ *Ibid.*

RÉFÉRENCES

- Cameroun. 18 janvier 1996. Constitution of the Republic of Cameroon. (site Internet Constitution Finder de l'Université de Richmond)
<<http://confinder.richmond.edu/country.php>> [Date de consultation : 12 janv. 2007]
- Canada. 10 janvier 2007. Banque du Canada. « Convertisseur de devises - taux du jour ». <<http://www.banqueducanada.ca/fr/taux/convertisseur.html>> [Date de consultation : 10 janv. 2007]
- _____. 10 avril 2007. Banque du Canada. « Convertisseur de devises - taux du jour ». <<http://www.banqueducanada.ca/fr/taux/convertisseur.html>> [Date de consultation : 10 avr. 2007]
- Economist Intelligence Unit (EIU). Country Risk Service. « Cameroon ». <<http://store.eiu.com/product/60000206CM-sample.html>> [Date de consultation : 12 janv. 2006]

-
- États-Unis. 19 décembre 2006. Central Intelligence Agency (CIA). « Cameroon ». *The World Factbook*. <<https://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/cm.html>> [Date de consultation : 10 janv. 2006]
- _____. Octobre 2006. Department of State. « Background Note: Cameroon ». <<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/26431.htm>> [Date de consultation : 5 janv. 2006]
- The Europa World Year Book 2006*. 10 juin 2006. Vol. 1 « Cameroon ». Londres : Routledge.
- International Foundation for Election Systems (IFES). S.d. « Country Profile: Cameroon ». <<http://www.electionguide.org/country.php?ID=38>> [Date de consultation : 2 avr. 2007]
- Nations Unies. 2006. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). « Cameroon ». *Human Development Report 2006*. <http://hdr.undp.org/statistics/data/cty/cty_f_CMR.html> [Date de consultation : 12 janv. 2007]
- Political Handbook of the World* (PHW 2007). Octobre 2006. « Cameroon ». Sous la direction d'Arthur Banks, de Thomas Muller et de William Overstreet. Washington : CQPress.
- Political Parties of the World*. 24 janvier 2005. 6^e éd. Sous la direction de Bogdan Szajkowski. Londres : John Harper Publishing.
- Transparency International (TI). 7 décembre 2006. *Global Corruption Barometer 2006*. <http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb/2006> [Date de consultation : 12 janv. 2007]
- _____. 18 octobre 2006. *Corruption Perceptions Index 2005*. <http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2005> [Date de consultation : 12 janv. 2007]